

HALTE A LA REPRESSION

Depuis deux mois la répression la plus brutale n'a cessé de s'abattre sur les militants démocrates et révolutionnaires tunisiens.

Les arrestations continuent: MOHAMMED BEN JENNET a été arrêté depuis le jeudi 25/3 et depuis on est sans nouvelles de lui. Actuellement une trentaine de personnes sont complètement isolées et livrées à la police.

La torture est utilisée de manière systématique; les coups tombent au seul cri de "avoue, crache" sans aucune autre question; les méthodes les plus raffinées sont utilisées, du tabassage au viol, en passant par les techniques de la balançoire et de la bouteille.

Que veut savoir la police en torturant si sauvagement?

La police veut savoir ce que sont devenues les organisations connues, veut trouver de nouvelles recrues.

Mais la police ne s'acharne pas seulement sur nos camarades étudiants puisque une instruction est ouverte à Sfax concernant les grèves ouvrières récentes. Elle veut là aussi découvrir les ouvriers "meneurs" et les poursuivre en justice.

Et le plus incroyable c'est que la police n'oublie pas d'interroger Ahmed Ben Othman Reddaoui sur les derniers événements. Serait-il, de sa prison, l'instigateur des événements de février?

A Bizerte, deux jeunes lycéens ont été envoyés au service militaire au moment des événements; l'un d'eux, Ayari, est mort. On dit qu'il s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête.

Plus d'une quarantaine de normaliens du Kef, Carthage, et Kasserine se sont trouvés surpris de ne pas être admis dans leurs établissements. Ils ont été renvoyés sur la décision du ministre sous prétexte d'avoir participé aux événements de février (certains étaient absents à ce moment là).

Cependant, depuis le 18 mars on a déjà mis en liberté plusieurs personnes qui sont reconnues comme n'appartenant à aucune organisation. A la fin du mois de mars on a continué de libérer des étudiants ainsi que des éléments communistes entre autre Abdelahmid Ben Mustapha. Mais il ne s'agit là que d'une mise en liberté provisoire. Après les avoir fait passer devant le juge d'instruction (à leur libération les camarades étudiants ont été présentés devant le juge d'instruction, Ueslati, qui leur a fait une jolie sermonce devant leurs parents convoqués pour l'occasion, en leur ordonnant de ne plus participer à aucune activité politique même syndicale).

Les chefs d'inculpation pour ces personnes sont: tapage sur la voie publique, manifestation, diffusion de tracts.

Liste des personnes mises en liberté provisoire:

Habib Marsit ; Hammami ; Salah Khediri ; Seifallah Hababou ; Mustapha Merchaoui ; Abdelaziz Messaoudi ; Fadhel Djaziri ; Abdelkrim Guiza ; Abdelmalek Saïlami ; Nouri Abid ; Mohammed Lakhder (Lala) Raouf Hamza ; Sahbi Denguezli ; Rachid M'Cherek ; Abdelahmid Ben Mustapha.

Les personnes libérées ont été:

Le premier avril: Habib Zouabi et ~~nom~~ Tahar Ben Amor; le 4 avril, Hichem, Nabil; Abderrahman Chabbi ainsi que 4 autres Lycéens du nom de Sehimi.

Rached et Moncef Chabbi sont activement recherchés par la police.

Liste la plus complète des personnes encore détenues (dont un grand nombre se trouve sous la torture):

Arbaoui ; Omrane Alouane ; Raouf Ayadi ; Mohammed Ben Jenet ; Nourredine Ben Kheder ; Dalila Ben Othman ; Ahmed Ben Othman Reddaoui ; Salem Ben Yahia ; Mustapha ben Tarjam ; Abdallah Day Chabbi ; Orchad Chabbi ; Tahar Gargouch ; Chaffi (professeur à Kasserine) ; Hamadi Cherif ; Mongi Ellouze ; Mohammed Salah Flyss ; Lessouad ; Laa-

Ribi ; Mohammed Mansour ; René Marzouk ; Midani(Kasserine) ; Gilbert Naccache ; Najjar(professeur à Kasserine) ; Hicham Osman ; Abdallah Rouissi ; Souissi ; Hechmi Troudi.

Un nombre considérable de ces personnes sont soumises à la torture. Il s'agit pour nous, maintenant de les défendre, de les délivrer des griffes du pouvoir fasciste;

Camarades, pour cela maintenons notre mobilisation

Organisons-nous pour leur défense.

Groupe d'Information sur les Luites en
Tunisie

Paris le 17/4/72

لا للتسليم

توة شهرين والتصفى قاعد مسلح بكل وحشية على الضالين الديوثا ايمين و الثوريين التوانسة .
الايقات ما زالت متواصلة : ميمد بن بجات مشدود من نهار 25 مارس ومن وقتها ما ثمة عليه حتى خبر
في الوقت الحاضر ثمة تقريب 30 شخص مشدودين عند البوليسية و في عزلة كاملة عالناس
التحذيت قاعد مستعمل بصفة متواصلة . النرب قاعد هايد الكشتاه باش الناس تقر وتقول انه تعرف
و ارق التحذيت كثيرة و متنوعة : ضرب تعدى على حرمة البنات مع وسائل وحشية كيف الدر بيحة
والبويرة .

علاش البوليسية قاعدين يحذيووا بكل بالوحشية ؟

علاش اريعبو ويجرفوا اشرار في الضالعات المحروقة و يحاولو يلقاو عناصر جديدة تمتسب ليها
لكن الا اناهاد متاع الشراية موش مسلح على رفاقنا الدالبة برا على خادار ثمة تعيقن قاعد
ماير في صفاقس حول الاخرابات الحطالية الي صارت اخيرا . و هوني زادة السلسل تحب تعرف تكون
الحمال الي سقادو الحركة و تعديهم على المحكمة .

والخريب في الحكاية هو انو الشراية ما نساتش ياشر تسبئل من جديد احمد بن عثمان الرداوي
عالحواث الاخيرة . ياخي ما الحيس هو الي قاد الحركة متاع فيفري ؟

في ميمد بنزرت ثمة زوز تلامذة بحسوم للجيش في وقت الحواث . واحد منهم اسعو
العياري مات قالو الي جبد كرتوشة في راصو وقتل روحو .

اكثير من 40 تلميذ يقرأو في محاضد ترشيح المعلمين متاع الكافة قرأج و القصيرين منا
حبتش ادارات مكاتبهم تقبلهم بعد الصلاة و علمتهم بان الوزارة قررت اردد هم على خادار شاركو
في الحواث متاع فيفري (ثمة جماعة كانو غايبيين في هاه الوقت .)

لكن من جية اخر ابتداء من نهار 18 مارس ، وقع اطلاق سراح برشة جماعة ما يمنتسبو
لعتى منامة . في آخر شهر مارس تواصل اطلاق سراح الدالبة و العناصر الشيوعية الي في وساهم

عبد الحميد بن صفاق لكن ما هي الاخرية وقتية بعد ما تعداو على حاكم التحقيق (وقت الي
تسيبو ، الرفاق الدالبة تعداو قدام الوسلاي ، حاكم التحقيق ، الي عملهم ديسن ياخي قدام والديهم الي
وقع استدعاهم بها المناسبة ، و آمرهم باش ما عاتش يقومو بحسب نشاط سياسي ولو كان نقابي

الانتهاكات الموجبة ضد هم هي : شعب على الدريق العام ، مظاهرات ، توزيع هاشيم .

و هي القائمة متاع الاشهاد الي وقع الاطلاق سرا حيم بصفة وقيمة :

حميد مرسيد ، حطاي ، صالح ، خضير ، سيف الله حيايو ، مصطفى المرشاد ، عبد العزيز مسعود ،
فاضل جزيري ، عبد الكريم تيزة ، عبد المالك سلاوي ، النوري عميد ، محمد لخضر (للا) ، رؤوف حمزة ، الصبحي دنقزل
رشيد مشار ، عبد الحميد بن مصطفى .

الجماعة الي تسمي بصفة كلية هومة :

نهار 1 افريل : حميد الزوابي والناهرين عمر . نهار 4 افريل : هشام ، نبيل وعبد الرحمان

الشابي مع اربعة تلامذة اسمهم السحيمي

رشاد و مصطفى الشابي قاعدة الشراة تفركس عليهم .

و هي توة القائمة الكاملة متع الاشخاص الي ما زالو مشدودين حتى توة :

عراوي ، عمران علوان ، رؤوف عيادي ، محمد بين جنات ، نور الدين بن خضر ، دليمة بن عثمان ،
احمد بن عثمان الرداوي ، سالم بن يحيى ، مصطفى بن تيرجم ، عبد دان الشابي ، مرشد شابي
الداهر شقروش ، الشفي (استاذ في القصرين) ، عطاي الشريف ، منجي اللوز ، محمد صالح فليس ،
لسود ، لمريبي ، محمد منصور ، زني مرزوق ، ميداني (القصرين) ، بلمار نقاش ، النجار (استاذ في القصرين) ،
هشام عصمان ، عبد الله الرويسي ، السويسي ، هاشمي الترودي .

عدد كبير من الاشخاص قاعد مسلح عليهم التحذير ، احنا توة يلزمنا ندافعو عليهم

باش نفكوهم من مخالف النظام الفاشستي

ايها الرفاق ، يلزمنا نواصلو التعبئة متاعنا وننضمو الدفاع عليهم .

باريس ، نهار 17 / 4 / 72

جمعية الاعلام على النضال في تونس

FAISONS LA VERITE SUR LA REPRESSION EN TUNISIE

En Tunisie, les masses n'ont pas droit à la parole. Si elles s'avisent de la prendre, le pouvoir n'hésite pas à les réprimer avec une grande sauvagerie.

Déjà en 1955 quand, l'indépendance même pas déclarée, Bourguiba faisait intervenir la légion étrangère et l'aviation coloniale pour réprimer dans le sang les résistants qui avaient refusé de "déposer les armes", à Matmata et ailleurs.

Depuis, les méthodes ont changé. S'appuyant sur une police fasciste entraînée et équipée par les américains, le régime de Bourguiba ne fait que réprimer la résistance des masses populaires.

- en 1966, la population de Borj Ali Raïs refuse de quitter le bidonville, le gouvernement fait intervenir l'armée : plusieurs morts.

- Juin 1967, mis dans l'impossibilité d'intervenir contre les masses mobilisées sur des mots d'ordre politiques (appui au peuple Palestinien et aux peuples arabes agressés), le pouvoir s'acharne contre le militant A. Ben Jennet et le condamne à 20 ans de travaux forcés, inculpations de "droit commu" créés de toute pièce.

- 1968 : répression à l'université de Tunis où les étudiants sont mobilisés autour du Comité de Libération de Ben Jennet. Arrestation et condamnation à de lourdes peines de prison de plusieurs dizaines de militants dont AHMED BEN OTHMAN REDAOUI. Une campagne démocratique oblige le régime à les relâcher 2 ans après.

- en 1969 à Guardanine et 1970 à El Haouria, affrontements sanglants entre la garde nationale et les petits paysans qui refusent de céder leurs terres.

- Février 1970, les étudiants manifestent contre Rogers auteur du plan de liquidation de la Résistance Palestinienne; 9 étudiants sont assignés à résidence administrative.

- En décembre 1970 : occupation des ateliers SNCFT par les cheminots de Sidi Fathallah : licenciements, emprisonnement et déportations.

Ceux qui soutiennent les mouvements de masse sont durement réprimés. Ainsi notre camarade Ahmed Ben Othman est arrêté en Avril 1971 pour avoir soutenu activement une manifestation des ouvriers de la municipalité de Tunis contre les licenciements massifs et le non-paiement de leurs salaires.

Arrêté pour la 3^e fois, il a été gardé à vue illégalement dans les locaux de la police pendant 2 mois. Transféré ensuite à la prison civile, il y reste 7 mois sans recevoir ni visites, ni courrier, ni même les soins que nécessite son état tuberculeux.

Pour avoir fait circuler une pétition demandant la libération de son mari, Simone Ben Othman a été incarcérée, Arrêté pour délit d'opinion malgré les garanties constitutionnelles en cette matière, Ben Othman ne s'est pas encore vu signifier le ou les chef(s) de son inculpation. Les prisonniers politiques en Tunisie, ceux qui sont connus et les autres, ont droit à notre soutien militant.

EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE BEN OTHMAN ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN TUNISIE !

UNISSONS-NOUS AUX MASSES DANS LEUR LUTTE CONTRE LE REGIME FASCISTE DE BOURGUIBA POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES

Pour un Mouvement Démocratique de Masse

Paris le 21-1-72

حقائق على النظام في تونس وحول قضيه بن عثمان

حيث التول ممنوعه على الجماهير الشعبيه في تونس . ولا بتتدد السلطه في قيع الاراده الشعبيه بكل وحشيه . والشعب التونسي لن ينسى اجرام بورقيبه عندما طلب من القوات الاستعماريه في 1955 التدخل لفرن (وضع السلاح) على المقاومين ومحقق العدد الكبير منهم في جبال مطاطه وغيرها .
وبعد الاستقلال ، عزز النظام الشرطه والحرس الوطني بمساعدة أمريكا ، واستعمل أبناء الشعب

ضد الشعب :

- في عام 1966 ، يطلب من المجرم البشير زرق العيون ، يتدخل الجيش ويطلق النار على الاهالي لانها رفضت الرحيل عن منازلها في برج سيدي علي رايس . مما يتسبب في الكثير من القتل والجرحى .
- في جوان 1967 : تظاهرت جماهير العاصمة تأييدا للشعب الفلسطيني واستنكارا ضد العدو وان الصهيوني يتراجع النظام العميل امامها ليضرب الرفيق احمد بن جفات ويحكم عليه بحشرين سنه أشغال شاقه .
- في عام 1968 ، اضراب عام في جامعة تونس ، تتدخل الشرطه وتوقف الكثير من الطلبة ، من بينهم أحمد بن عثمان الرداوي . واطر حملة ديمقراطيه ، يطلق سراحيهم بعد سنتين .
- في عام 1969 و 1970 ، اصطدام بين صغار الفلاحين في الوردانيين والفقاريه مع قوات الحرس الوطني ذهب شحيته عدد من القتل والجرحى .
- في فيفريه 1970 ، مظاهرات طلابيه ضد زيارة روجرز ، صانع مشروع تصفيه القضيه الفلسطينيه . السلطات الرجعيه تحكم على شحة طليه بالاقامه الجبريه .
- في ديسمبر 1970 ، اضراب عملة سكة الحديد بسیدی فتح الله ، يتدخل فيه البوليس لسجن ونفي عدد من العمال .

وكل من ساند المالب الشعبيه ، يتعرض للسجن والتعذيب . وهكذا وقع ايقاف الرفيق أحط بن عثمان الرداوي اثر مظاهرات عمال بلدية تونين في افريل 1971 للاحتجاج ضد الطرد الجماعي الذي تعرض اليه العدد الكبير من رفاقهم والمطالبيه بأجورهم .

قضى أحمد بن عثمان شهران في دوايس الامن الوطني ، ثم وقع نقله الى السجن المدني ، ولا زال ينتظر محاكمته الى اليوم ، بدون أية زيارة ولا مراسله ولا حتى الاسعافات التي تتطلبها حالته الصحيه . ولم يقف البوليس عند هذا الحد بل انه أوقف وسجن زوجته أحمد بن عثمان لانها طالبت باطلاق سراحه . ان اعتقال أحمد بن عثمان طيلة تسعة أشهر بدون محاكمه ، ولاجل أفكاره السياسيه يحتمر هذا خرقا لأبسط مبادئ العدل والدستور التونسي .

- لنظام باطلاق سراح أحمد بن عثمان وكل المساجين السياسيين حالا .

- لنكشف الحقيقه عن المساجين غير المعروفين .

فلنتحد جميعا مع الجماهير الشعبيه في كفاحنا ضد نظام بورقيبه التعسفي

للمطالبه بالحقوق الديمقراطييه

للحركة الديمقراطييه الجماهيريه

باريس في 21 / 1 / 1971

لنطالب بإطلاق سراح المساجين السياسيين التوانسة حالا

- رافقنا الي ناضلوا بكل حدة ضد اضمحلال الشعب ومن اجل الحريات الديمقراطية ما زالوا في قبضة الشرطة التالمة . مدة ما يقرب من ثلاثة شهر ما كانوا يعرفون كونهي العزلة الكاملة بينما التعذيب كان مسلط عليهم يوميا .
- والتعذيب هذا وصل لدرجة انهم لم يبقوا وقت باش الاثار متاعو تمشي وباش يسمحوا خيرا لبعض المروطين باش يتقابلوا العائلات متاعهم .
- ما ثبتة حتى حق معمول بيه : في حالة وقوف مدة ثلاثة شهر ، حتى صيلة بالمحامين ، ما ثماش مراسلة ...
- الي كانوا تحت رقابة ادارية ولا يوليسية ، زادت الوضعية متاعهم صعبت . بعد ما تربطوا عند الشرطة مدة طويلة بصيغة غير قانونية ، رجوعهم من جديد تحت رقابة .
- ايها الرفاق ، مرة اخرى النظام قاعد يضطهد في المناضلين الثوريين و يحاول باش يحكمهم ، كيف عدتو قاعد يضطهد و يحاول باش يجيد منهم رسائل عفو . لكنهم ما خالوا هوش يحقق الهدف متاعو وقاعد يناضلوا ضد الحالة الغير شرعية الي هومة فيها و يطالبوا باش يتعدوا و قدام العدالة .
- ايها الرفاق ،
- في تونس برغم التعسف ، المساندة و الدفاع على المساجين السياسيين قاعدين يتنظمو لهذا يلزمنا
- هونى زادة انظم المساندة الفعلية و الدفاع على المساجين .
 - نفضوهم من قبضة الشرطة التالمة .
 - نخالب بإطلاق سراحهم حالا .

تجمع الدراسات و الاعمال الاشتراكية التونسية

باريس نهار 8 / 5 / 72

قائمة الاشخاص الي ما زالوا مشدودين :

في ادارة امن التراب

الناصر المجيلي ، مختار عرباوي ، رؤوف عيادي ، دليقة بن عثمان ، محند منصور ، عمر عمران ، حمادي شريف
علي غزولي ، سالم بن يحيى ، هاشمي سرودي ، رابحي ميداني ، براهيم نصراوي ، علي نجار ، الخوني
نور الدين ناوي ، نور الدين جوي ، احمد بن عثمان ، نور الدين بن خذر ، احمد السويبي
الشافعي العلياني منجي اللوز

في السجن المدني : محمد صالح قليس ، عبد الله رويبي ، عبد الله داي شابي ، مصطفى بن ترجم .

في دار مرناق (شرطة الحزب) : مرشد شابي ، هشام عصمان ، احمد قرو ، محمد عرباوي ، محمد الهادي العربي .

قائمة الاشخاص الي تسيبو :

داهر شقروش ، منصف لسود ، زني مزروق ، خالد مدب ، عمران علوان ، جبار نقاش ، محمد بن جنات .

POUR L'ARRET DE LA REPRESSION .

POUR LE RESPECT DES LIBERTES DEMOCRATIQUES .

L'opinion publique tunisienne et internationale est choquée et exédée par la tournure policière que prend de plus en plus le régime dans notre pays, ainsi que par l'emploi que fait le gouvernement de la justice.

Les atteintes aux libertés fondamentales, tant individuelles que publiques, pourtant inscrites dans la constitution sont devenues pratiques courantes. Les arrestations arbitraires, les détentions de longues durées sans jugements, les brutalités policières, ne cessent de défrayer la chronique.

Les grèves ouvrières pour l'augmentation de leurs salaires et, l'amélioration de leurs conditions de travail, les actions des étudiants pour leurs revendications légitimes, la gestion démocratique de l'Université et l'autonomie de leur organisation syndicale l'U.G.E.T., sont pretextes à de grands déploiements des forces de répression et au déclenchement de vastes vagues d'arrestations, à des poursuites judiciaires et à des condamnations.

Alors que la droite a les mains libres pour mener ses actions, tenir des conférences de presses et qu'aucune limite n'est donnée à son expression et ses campagnes, tout ce qui touche à la gauche est sévèrement réprimé. Alors que les aspirations démocratiques grandissent chez les travailleurs, les jeunes, les étudiants, les intellectuels et l'ensemble du peuple tunisien, le pouvoir s'engage dans le cycle infernal de la répression.

C'est dans ce contexte pesant, que le gouvernement, afin de contenir la profonde émotion et la stupeur qu'a provoqué la rumeur de la mort sous la torture du Dr. Ben Salah, a été contraint de démentir cette nouvelle par la voie officielle.

C'est ainsi, aussi que la condamnation le 5 Mars dernier de quatre universitaires de gauche à de lourdes peines allant de 3 ans à 1 an d'emprisonnement, a révélé aux yeux de tous, la nature politique de ce procès et son caractère répressif. Sans pour autant partager le contenu des journaux, dont l'introduction en Tunisie a été en fait à la base de ce procès, ou ne peut en effet que s'élever contre tant d'acharnement, alors que l'on sait que la presse réactionnaire internationale par exemple ("France-soir" , "Le Figaro" ...), est librement distribuée par les messageries dans notre pays, déverse son idéologie néo-colonialiste, raciste et distille son venin pro-impérialiste et pro-sioniste.

Devant la dégradation des libertés démocratiques qui prévaut, les Etudiants

Communistes Tunisiens, soucieux du prestige de leur pays et de l'intérêt profond du peuple tunisien, appellent tous les démocrates à exiger le respect des droits fondamentaux, inscrits dans la constitution, l'annulation du pouvoir discrétionnaire accordé au Ministère de l'Intérieur pour annihiler les libertés d'association, d'opinion, d'expression, de presse, les libertés individuelles, l'indépendance de la justice, afin qu'il n'y ait plus de procès d'opinion.

Ils exigent l'arrêt de la répression et de l'arbitraire qui frappent les forces de gauche, les travailleurs, les étudiants, les syndicalistes, les enseignants progressistes, ainsi que l'annulation des procès en cours et la libération de tous les détenus politiques.

Les Etudiants Communistes Tunisiens

Paris le 14 Mars 1973

LETTRE OUVERTE AU COMITE DIRECTEUR DE L'AEMNA

Camarades,

Dans notre tract daté du 24.3.72, nous expliquions les raisons profondes des incidents du 19.3.72 et vous appelions à assainir l'atmosphère, notamment en régularisant la situation d'environ une centaine d'étudiants que des circonstances matérielles et des considérations sectaires avaient tenus à l'écart de débats fondamentaux au sein de notre Association.

3 semaines plus tard, nous apprenons que le Comité Directeur a décidé la "reprise" des travaux de l'AG électorale, sans avoir fourni la moindre solution au problème posé. En fait d'assainissement de l'atmosphère, force nous est malheureusement de constater que rien n'a été épargné pour entretenir une tension basée sur le dénigrement et la calomnie la plus basse qui va jusqu'à confondre les démocrates et révolutionnaires en lutte, pour leur droit avec les fascistes du Destour et de l'Amicale des Travailleurs Algériens.

Parallèlement et en sous-main les cartes refusées aux étudiants bloqués à la porte le 19.3 continuent à être généreusement distribuées à des éléments étrangers au mouvement étudiant.

Camarades,

Nous considérons que les causes à l'origine des incidents du 19 demeurent et il est à craindre qu'elles ne reproduisent les mêmes effets. En effet, ni le CAL, ni la masse des étudiants qui dépasse largement le cadre de notre syndicat ne démobilisent. Nos revendications sont légitimes; plus nous les tenons pour décisives, pour une représentativité réelle à la tête des instances dirigeantes et pour instaurer une pratique authentiquement démocratique, seule susceptible de réaliser une mobilisation large et permanente de la masse des étudiants maghrébins à Paris.

Nous croyons fermement que la pratique anti-démocratique de la sélection au niveau de la délivrance des cartes, que le viol permanent des statuts de l'Association et que l'hystérie sectaire de certaines organisations ne recueillent pas l'adhésion de la masse étudiante maghrébine à Paris. Celle-ci, pas plus que le CAL ne céderont aux manœuvres évidentes de provocation. Cependant, nous démontrons à tous, dans l'unité et la discipline que nous ne nous laisserons pas marcher sur les pieds;

C'est pourquoi nous vous invitons encore une fois à répondre aux aspirations des larges masses en mettant fin à la confusion et au dénigrement sciemment entretenus contre les démocrates et les révolutionnaires et d'associer l'ensemble des étudiants maghrébins à l'AG du 23.4. en leur délivrant des cartes de membre actif.

Dans cette attente, nous vous prions, camarades, de recevoir nos salutations révolutionnaires.

VIVE L'A.E.M.N.A. DEMOCRATIQUE ET REPRESENTATIVE !

CAL_UGET

La lutte continue.

Camarades,

La lutte entamée par nos camarades à Tunis trouve le plus bel écho: la détermination des masses populaires, prolétariat en tête, à ne pas donner de répit aux exploitants. Le harcèlement continue sur tous les fronts, les ouvriers étant les plus combattifs malgré la caporalisation de leurs syndicats, malgré les barbouzes qui sont censés les représenter ; car Garde Rouge, ils le sont objectivement dans leur lutte quotidienne, mais non point dans le sens où l'entendait le fantôme Achour : pour réprimer les masses étudiantes en lutte. Au contraire ils se joignent à ces derniers dans un combat commun contre le régime impopulaire.

La grève de la SIAPE à Sfax a été le signal d'une nouvelle chaîne de lutte ouvrière et malgré ce que prétend le régime, et malgré ce que prétendent les liquidos,, cette grève n'était pas exclusivement à caractère économique. Elle avait un aspect éminemment politique, le soutien avoué à nos camarades en lutte, désavouant implicitement par là le régime vendu et ses alliés de toute nature.

Régime vendu, les ouvriers le savent mieux que quiconque, surtout ceux qui comme les meneurs de la Penneroya à Mégrine, subissent l'exploitation étrangère directe sans passer par le relais appelé "bourgeoisie nationale", et ceux là opposent une résistance d'autant plus farouche que l'exploitation est éhontée et la répression sauvage : à Mégrine, les BOP ont confirmé leur réputation de brutes achevées dans la répression des ouvriers grévistes qui occupaient l'usine. Mais à peine leur sale besogne accomplie que les docks, naguère trompés, défilaient de Tunis au Kram, ouvrant une nouvelle brèche dans le flanc du régime pourri : les B.O.P. n'étaient pas là !

Au front intérieur s'ajoute le front extérieur et la répression locale est renforcée par la "coopération" B.O.P.-C.R.S. C'est ainsi que les étudiants tunisiens de Paris, soutenant les luttes de leur pays et partageant ses mots d'ordre de combat contre le pouvoir fasciste, ont occupé la maison de Tunisie afin de la transformer en Maison du Peuple, pour l'union des masses estudiantines et ouvrières, pour briser le complot du silence imposé par la presse européenne soucieuse de "neutralité" envers la Tunisie, chasse gardée de l'impérialisme américano-français. Et si les directeurs de la Maison de Tunisie et de la Cité Universitaire ont réagi dans la logique de leur nature fasciste, ils n'en ont pas moins rendu un fier service à notre cause. 105 personnes arrêtées (parmi lesquelles plusieurs résidents et seulement quatre étrangers, contrairement à ce que Radio Tunis a eu le front d'affirmer) ; 105 personnes arrêtées était plus qu'assez pour rallier à la cause les derniers hésitants, pour raffermir leur foi révolutionnaire. Et c'est dans un magnifique mouvement de solidarité et d'indignation que les résidents ont occupé leur propre maison, le dernier CRS tournant le dos.

Ils ont déposé l'ancien comité des résidents et l'ont remplacé par un autre plus représentatif donc plus combatif. Ils ont installé, en coopération avec le CAL une permanence d'information au Salon de la Maison. D'après leur programme, un souffle de liberté et de

créationrajeunira la Mason.

Remarquons en passant que ces initiatives contrastent singulièrement avec ceux, "progressistes", qui n'ont pas fait le moindre signe de solidarité avec les camarades arrêtés.

C'est certes une belle victoire, Mais, selon la formule consacrée, ce n'est qu'un début, et nous sommes décidés à continuer la lutte de nos camarades en TUNISIE.

-- A l'étape actuelle, quel doit être notre objectif principal?

La réalité est là qui doit nous dicter notre action :

-- 90 camarades arrêtés (selon les sources gouvernementales)

-- Le camarade Ahmed BEN OTHMAN toujours détenu dans les conditions que l'on sait : anti-constitutionnelles et inhumaines.

Ces faits nous imposent un certain nombre de tâches et d'actions à entreprendre : information continue des étudiants et des travailleurs, soutien financier aux familles de ces camarades, assurer leur défense (avocats, pétitions...) en même temps que la coordination des différentes initiatives dans ce sens.

A cette fin, notre mobilisation doit être permanente, c'est pourquoi le C.A.L.-U.G.E.T.-Paris appelle tous ceux qui se réclament de lui à se reconstituer en C.A.L. de base, par faculté, en attendant la réorganisation du syndicat dans le sens de l'autonomie et de la démocratie authentique.

-- SOLIDARITE ACTIVE AVEC NOS CAMARADES DETENUS.

-- LUTTONS POUR LA LIBERATION INCONDITIONNELLE DE TOUTS NOS CAMARADES.

-- ORGANISONS-NOUS AUTOUR DU C.A.L.-UGET POUR ETRE PLUS EFFICACE DANS NOTRE SOUTIEN, PLUS PROMPTS DANS NOTRE LUTTE, ET POUR LA REPRESENTATIVITE DE NOTRE SYNDICAT.

LE COMITE D'ACTION ET DE LUTTE
C.A.L.--UGET-Paris

N.B. : UNE PERMANENCE EST ASSUREE QUOTIDIENNEMENT POUR VOUS INFORMER :

-- A LA MAISON DE TUNISIE (Cité Universitaire) de 10H du matin à 22H du soir.

-- AU 115 Bd St MICHEL aux heures du restaurant.

-- A L'UNIVERSITE DE VINCENNES toute la journée.

DOCUMENT 1 - 17.2.72
COMMUNIQUE

MERCREDI; 2 FEVRIER 1972

Un meeting général s'est tenu au Campus Universitaire de TUNIS à la suite duquel une grève générale a été déclenchée. Un ultimatum a été lancé au gouvernement demandant la tenue d'un Congrès Extraordinaire de l'U.G.E.T, congrès revendiqué avec force depuis le début de l'année universitaire. Des commissions ont été constituées pour la préparation de ce congrès et des débats se poursuivent chaque jour au Campus avec la participation d'une majorité des étudiants.

Au départ le mouvement fut déclenché pour soutenir les camarades Ahmed et Simone BEN OTHMAN dont la condamnation n'est qu'un aspect de la violation des principes démocratiques, violation perpétuée et accentuée de jour en jour dans notre pays.

Le déroulement illégal du congrès et la mise en place par la force, d'une direction fantoche en est un second aspect. La masse des étudiants de TUNISIE réclame dans le cadre de ce mouvement, une représentation authentique et un syndicat autonome.

TOUS UNIS POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES DES ETUDIANTS DE TUNIS
MOBILISES AU CAMPUS.

DOCUMENT I - MOTION DES ETUDIANTS DE TUNIS DU 2.2.72

Nous étudiants de l'UNIVERSITE DE TUNIS réunis en meeting général au Campus Universitaire le 2.2.72 à 15 heures.

- Considérant l'absence de toute liberté démocratique dans notre pays.
- Considérant la juste lutte des étudiants contre les forces anti-démocratiques se manifestant de plus en plus dans notre pays.
- Considérant les tentatives de division des forces démocratiques par des campagnes de dénigrement menées par les organes d'information du gouvernement auprès du peuple
- Considérant les agissements anti-statutaires, anti-démocratiques d'une minorité qui a usurpé par la force la direction de notre Union.
- Considérant que ces pratiques ont privé la majorité des étudiants d'un syndicat légal, authentique et représentatif.
- Considérant les mouvements de grève et les assemblées générales organisés par les masses estudiantines pour protester contre cet état de fait.

Nous étudiants de l'UNIVERSITE DE TUNIS;

- Considérant que l'étudiant est en plein droit d'exprimer son opinion sur l'ensemble des problèmes se posant à son pays.
- Jugeant que les fausses informations diffusées par le gouvernement constituent une atteinte aux objectifs nettement démocratiques de notre mouvement et une tentative de mystification de l'opinion publique.
- Jugeant que "l'affaire BEN OTHMAN" est un exemple de la répression exercée contre les forces démocratiques en TUNISIE et que notre soutien à cette "affaire" n'est pas spécifiquement lié à la personne des camarades Ahmed et Simone BEN OTHMAN, mais constitue une des manifestations de notre soutien aux luttes démocratiques dans notre pays.
- Certifions que notre lutte ne subit l'influence d'aucun mouvement intérieur et extérieur.
- Rappelons aux autorités que ce qu'elles qualifient de représentants aux étudiants à la tête de l'U.G.E.T mais représente en vérité une infime minorité qui a bafoué le règlement intérieur et le statut de notre UNION.
- Manifestons la volonté d'obtenir un Congrès Extra ordinaire qui puisse se garantir la représentativité authentique des étudiants.

UNISSONS-NOUS POUR UNE U.G.E.T AUTONOME ET DEMOCRATIQUE.
CONTINUONS NOTRE GREVE JUSQU'A LA REPOSE DES AUTORITES.
MOBILISONS-NOUS POUR LA TENUE D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE.

TOUS UNIS POUR LA DEFENSE DES LIBERTES
DEMOCRATIQUES DANS NOTRE PAYS.